



POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale : chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas
75012 Paris

Courriel : convergence.rail@hotmail.fr

Tél. (Didier Le Reste, Président) : 06 08 03 91 82

Site : <https://convergence-nationale-rail.fr/>

Paris le 20 Novembre 2025

Monsieur Franck LEROY
Président du Conseil Régional
Région Grand Est
01 Place Adrien ZELLER
67 000 STRASBOURG

LETTRE RECOMMANDEE avec AR

**OBJET : face aux besoins croissants de mobilité
Et à la lutte contre le réchauffement
Climatique =
@ maintien et développement des activités
Du Service public ferroviaire !!**

Monsieur le Président,

Au nom de l'association Convergence Nationale Rail (CNR), forte de 129 collectifs et comités d'usagers du rail, de composition pluraliste, nous souhaitons vous interpeller sur des situations qui préoccupent les usagers-citoyens et au-delà.

Ainsi, à l'encontre de la réponse aux besoins des usagers de la SNCF, vous avez décidé de fermer sur votre Région 116 guichets qui rapportent pourtant 26 millions d'euros de recettes pour un coût de fonctionnement de 22 millions. Cette stratégie de déshumanisation des emprises ferroviaires entraîne la suppression de nombreux emplois de cheminots, laissant les usagers livrés à eux-mêmes, se débrouiller seuls avec des automates de vente, au maniement complexe pour nombre de personnes ! Ces choix politiques qui tournent le dos à l'intérêt général, détruisent le lien social, singulièrement dans les zones rurales où les services publics disparaissent les uns après les autres dont les usagers-citoyens-contribuables considèrent que l'Etat les abandonne à leur sort de citoyens-es de seconde zone !!

C'est bien à partir de cette dégradation du Service public ferroviaire que la Convergence Nationale Rail a déposé ces dernières années deux requêtes au Tribunal Administratif et a, encore récemment le 27 Octobre 2025 interpellé la Défenseure des droits, Madame Claire HEDON, sur le fait qu'il y a rupture d'accès et de traitement des usagers face au Service public et atteinte au droit à la mobilité ! Sur la base de son rapport annuel, Madame HEDON, a indiqué le 13 Octobre dernier dans le cadre d'une interview au journal Le Parisien, nous la

citons : « d'importantes difficultés subsistent en matière d'accès aux services publics, notamment dans les territoires ruraux où se pose la question de la mobilité ...en matière de dématérialisation, on a été trop vite dans les réductions d'effectifs... on a abandonné une partie de l'accueil physique. Rétablir un accueil physique, cela contribue à la cohésion sociale » concluait la Défenseure des droits.

Dans notre courrier du 27/10, nous alertions Madame HEDON que dans votre Région, Monsieur LEROY, ce sont 17% de la population qui se trouvent en situation d'illectronisme soit 800 000 habitants. Pour les plus de 60 ans, ce sont 41% d'entre eux qui éprouvent des difficultés à maîtriser les pratiques de base des outils numériques.

Monsieur le Président, comme d'autres forces, d'autres acteurs, nous vous demandons de renoncer à dépecer le Service public ferroviaire et tout au contraire, à utiliser vos moyens et votre énergie à renforcer, à développer la consistance de l'offre de service public ferroviaire, répondant ainsi à l'intérêt général !!

Nous profitons de cette correspondance pour vous signifier, à contrario d'autres structures qui disent parler au nom des usagers du rail, notre totale opposition à l'ouverture à la concurrence des activités ferroviaires. Cette frénésie à mettre en concurrence la SNCF et ses cheminots cache mal une volonté de permettre au Privé de faire du business sur les rails quoiqu'il en coûte pour les finances publiques, les besoins des usagers et les emplois de cheminots. A l'instar de l'exploitation de la ligne TER Marseille-Nice, confiée de façon dogmatique à l'opérateur privé TRANSDEV dont les premiers tours de roues s'avèrent plus que chaotiques, l'argent public coule à flots pour tenter de démontrer que le Privé peut faire mieux que le Public !

Monsieur le Président, dans une période où plusieurs pays en Europe reprennent en gestion publique l'exploitation du transport régional ferroviaire confiée préalablement au privé, au moment où l'Angleterre vient d'engager le processus de renationalisation de l'ensemble de son système ferroviaire après trente ans de libéralisation, de déréglementation, d'ici quelques années vous serez tenus pour responsable de l'atomisation, de la désorganisation, de la balkanisation de la production ferroviaire qui vont comme ailleurs imposer un retour en arrière !!

Vous devez savoir, Monsieur le Président ainsi que vos services et tous les thuriféraires du libéralisme débridé, que le chemin de fer s'est, au cours de l'histoire, organisé, structuré, développé dans un système intégré où l'on ne sépare pas l'exploitation des trains de la gestion de l'infrastructure, permettant ainsi la mutualisation des moyens, la transversalité, les synergies nécessaires, la réactivité essentielle face aux aléas !

Votre obsession à morceler l'organisation de la production ferroviaire, s'apparentant à la vente à la découpe, conjuguée aux vellétés de l'Union Européenne d'abaisser les normes et critères liés à la sécurité ferroviaire, nous font craindre avec la dilution des responsabilités en la matière, entre plusieurs opérateurs, que l'on va fragiliser la chaîne de la sécurité !!

Au regard de notre conception de l'organisation et de la gestion publique du chemin de fer, la Convergence Nationale rail soutient pleinement la mobilisation du 28 Novembre 2025 initiée par les structures de la CGT de votre Région.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

P/ Le Bureau de la CNR : Didier LE RESTE Président-Olivier GENDRON Secrétaire -adjoint